

Monsieur le Président, d'une belle région au Québec, des gens de Trois-Rivières. Eux aussi nous ont demandé, ils ont supplié, et invitent tous les députés de cette Chambre d'inviter le gouvernement et tous les membres de cette Chambre de rétablir la pleine indexation des allocations familiales et d'éviter de couper de 55 millions de dollars dans les programmes de soutien du revenu pour les familles avec enfants.

Monsieur le Président, je termine avec les gens de la circonscription voisine de chez moi, la belle circonscription d'Hoche-laga-Maisonnette. Malheureusement, se sentant absents de leur député, ces gens d'Hoche-laga-Maisonnette et de Rose-mont veulent que tous les députés de la Chambre demandent au premier ministre de rétablir la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant.

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa-Vanier): Monsieur le Président, il me fait plaisir de me lever et de présenter à la Chambre une pétition signée de plusieurs commettants de ma circonscription d'Ottawa-Vanier qui utilisent leur droit ancien et incontesté, et demandent à la Chambre de prier le premier ministre de bien vouloir rétablir la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant.

J'ai également, monsieur le Président, une pétition, encore une fois signée par plusieurs résidents, cette fois, de la circonscription d'Ottawa-Carleton, qui eux utilisent leur droit ancien et incontesté, demandant à la Chambre des communes de faire pression sur le gouvernement et sur le premier ministre afin de rétablir la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant.

Monsieur le Président, je n'abuserai pas de la Chambre, je présenterai une autre pétition, et c'est la dernière aujourd'hui, pétition qui se veut en provenance de la région d'Ottawa en général et qui demande à la Chambre que les programmes gouvernementaux tels les allocations familiales et le crédit d'impôt soient rétablis à leur juste valeur et que la pleine indexation des allocations familiales soit accordée ainsi que le crédit d'impôt-enfant.

M. Alain Tardif (Richmond-Wolfe): Monsieur le Président, de mon côté également, plusieurs commettants, plusieurs personnes sont venues porter à mon bureau des pétitions, deux en particulier, émanant de Montréal-Mercier et de Rosemont où l'on déplore énergiquement l'attitude du gouvernement à vouloir désindexer les allocations familiales et les crédits d'impôt. Or ils demandent à ce gouvernement de réviser la situation et de leur accorder la pleine indexation.

Également une pétition de Montréal-Sainte-Marie et d'Hoche-laga-Maisonnette où encore là les gens s'élèvent contre l'attitude du gouvernement voulant que l'on s'attaque saugement à la question des allocations familiales.

Également deux autres pétitions, monsieur le Président, les deux dernières d'ailleurs, où encore là on s'oppose à la désindexation des allocations familiales, et on voit dans ce geste odieux la possibilité qu'on remette éventuellement en question l'universalité des programmes sociaux. Ces gens demandent à

la Chambre et à tous les députés en cette enceinte de bien vouloir réviser la situation de façon à maintenir la pleine indexation.

M. Fernand Robichaud (Westmorland-Kent): Monsieur le Président, j'ai aussi l'honneur de présenter à la Chambre des pétitions, et je vous dis qu'il y a tout un mouvement de gens et cela ressemble un peu au mouvement du printemps dernier, lorsqu'on procédait à la désindexation des pensions de sécurité de la vieillesse. Alors, les gens de ma circonscription, soit les gens de Shédiac, se joignent aux gens de Rosemont, aux gens de Sainte-Marie, aux gens de Verchères, aux gens de la circonscription de Hoche-laga-Maisonnette, et tous ces gens, monsieur le Président, demandent que le gouvernement ne procède pas à la désindexation partielle des allocations familiales.

* * *

[Traduction]

**LA LOI SUR LA MARINE MARCHANDE DU CANADA,
LA LOI SUR LA PRÉVENTION DE LA POLLUTION
DES EAUX ARCTIQUES, LA LOI SUR LE CODE
MARITIME ET LA LOI SUR LA PRODUCTION ET LA
CONSERVATION DU PÉTROLE ET DU GAZ**

MESURE MODIFICATIVE

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports) demande la permission de présenter le projet de loi C-75, tendant à modifier la Loi sur la marine marchande du Canada et, en conséquence, la Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques, la Loi sur le Code maritime et la Loi sur la production et la conservation du pétrole et du gaz.

M. le Président: Le ministre a-t-il la permission de présenter le projet de loi?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée, le projet de loi est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

● (1520)

L'AÉROPORT DES ÎLES DE TORONTO

MESURE D'ÉTABLISSEMENT

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports) demande la permission de présenter le projet de loi C-76, concernant l'exploitation de l'aéroport des îles de Toronto par les commissaires du havre de Toronto.

M. le Président: Plaît-il à la Chambre de permettre au ministre de présenter le projet de loi?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée, le projet de loi est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)